PROCES SIMULE EN DROIT DE L'UNION EUROPEENNE

CONCOURS INTERNATIONAL

12^{ème} EDITION – 2020

Affaires jointes C-CXXII/17 et C-XCIX/18

Roger Bienvenue et Ruta Fara Probleme c/. M. Voluriof

Roger Bienvenue c/. Ministère public

1. Société bien établie de la République de Noway¹, Etat-membre fondateur de l'Union européenne, l'entreprise « Roger Bienvenue », spécialisée dans le transport routier, a créé une filiale dans l'Etat de Flourinie², membre depuis 2007 de l'Union, soumis à une période de transition particulière en matière de libre mobilité des travailleurs arrivant à terme sept ans après l'adhésion. L'entreprise flourine a été simplement appelée « Ruta Fara Probleme » (RFP). Elle est titulaire d'une licence communautaire au sens de l'article 8 du règlement n° 1072/2009. Elle emploie des chauffeurs flourins, des chauffeurs en provenance de Bordavie (pays voisin ayant adhéré à l'Union en même temps que la Flourinie), des chauffeurs provenance de Syldavie, Etat non-membre de l'Union mais voisin de la Flourinie, avec lequel cette dernière entretient une relation étroite.
2. « RFP » envoie régulièrement par autobus ses camionneurs dans l'Etat de Noway où sont stationnés les poids-lourds. Rendus à destination sous les ordres de cadres de la société « Roger Bienvenue », ils assurent le plus souvent trois mois durant des livraisons de pièces détachées automobiles d'un grand constructeur local, alternant des opérations de cabotage entre villes de la République de Noway et des opérations transfrontières. Ils conduisent des camions « RFP » basés dans l'Etat de Noway. Lorsque la mission est terminée, ils sont ramenés dans le pays de leur domicile parfois par avion *low-cost*, parfois par « eurobipbipcar » application « smartphone » de covoiturage transeuropéenne.
3. Le règlement n°1072/2009 du PE et du Conseil du 21 octobre 2009³ a mis en place des règles précises pour le cabotage. Il offre la possibilité pour les transporteurs de livrer des marchandises entre deux villes d'un Etat membre dans lequel ils ne sont pas établis,

¹ 70 millions d'habitants

² 23 millions d'habitants

³ JOUE n° L 300 du 14 nov. 2009, p. 72–87

avec une réserve toutefois : ne sont autorisées que trois opérations de cabotage consécutif à un voyage international dans un délai de sept jours.

4. Le contrôle de la régularité du détachement et la lutte contre le travail dissimulé dans la République de Noway, a été érigé en programme national d'action de l'inspection du travail pour l'année 2015 – 30.000 contrôles ont été prévus avec des priorités établies sur certains secteurs d'activité : BTP, hôtellerie restauration, agriculture, services aux entreprises, transport.
5. Dans cette perspective, au terme d'une enquête longue et minutieuse, le 1^{er} juillet 2015 puis le 13 juillet 2015, deux camions (RFP) sont arrêtés et contrôlés par des agents de l'Office central de lutte contre le travail illégal (OCLTI) de la République de Noway. Le premier était conduit par un Syldave, Monsieur Joseph Roturiu démuné de toute attestation de détachement et d'attestation de conducteur, et qui avait passé 58 heures au volant dans les six jours qui ont précédé le contrôle. Le second était conduit par un Bordave, Monsieur Michael Voluriof, titulaire d'une attestation de détachement. Dans le premier cas, les autorités locales ont sanctionné le chauffeur et l'entreprise pour dépassement du temps autorisé de conduite et au motif d'une infraction avec la législation européenne sur le détachement : absence de certificat de détachement. Dans le second cas, les autorités locales ont sanctionné d'une part pour non-respect des conditions normales de repos⁴ et d'autre part pour détachement fictif : le certificat A1 de détachement est considéré comme frauduleux, car le donneur d'ordre est en réalité l'entreprise « Roger Bienvenue ». L'office de lutte contre le travail illégal identifie ici un cas de travail dissimulé qui devrait intégralement relever du droit local
6. Dans les deux cas, les chauffeurs ont chargé trois fois sur le territoire de la République de Noway et ont déchargé deux fois en violation de la loi locale qui n'impose que trois opérations. Dans les deux cas encore, les chauffeurs ont été mis dans l'obligation de régler sur leurs deniers une amende administrative de 1280 euros en sus des poursuites pénales engagées contre l'entreprise « Roger Bienvenue ». Dans les deux cas enfin, des procédures de redressement de cotisations liées aux fraudes au travail détaché ont été engagées.
7. Des procédures pénales ont été initiées contre la société « Roger Bienvenue » pour travail dissimulé, pour mise en œuvre de conditions de travail injustes et inéquitables, pour infractions aux règles nationales applicables au cabotage et aux conditions d'exercice de la profession de transport routier au sein de l'Etat de Noway
8. Les deux chauffeurs ont été licenciés pour faute grave. Par un contrat de travail signé en Flourinie le 16 octobre 2014, M. Voluriof chauffeur de poids lourds, domicilié en Bordavie, avait été embauché comme chauffeur international par « RFP ». Le contrat contient une clause qui renvoie à la loi Flourinienne du 24 mai 2009 sur le contrat de travail.

⁴ Article L. 3315-4-1 au code des transports punit d'un an d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende le fait, pour une entreprise, d'organiser le travail de ses conducteurs ou de ceux qui ont été mis à sa disposition sans veiller à ce qu'ils prennent leur repos hebdomadaire normal

9. M. Voluriof a assigné RFP et Roger Bienvenue devant le tribunal du travail de Noway aux fins d'obtenir la condamnation de celles-ci au paiement tant de dommages et intérêts pour licenciement abusif que d'une indemnité compensatoire de préavis et d'arriérés de salaire. Il a soutenu que, nonobstant le choix du droit flourinien en tant que *lex contractus*, les dispositions impératives de droit nowayen qui protègent les salariés en cas d'infractions de leur employeur seraient applicables au litige, au sens du règlement « Rome1 », car le droit de la République de Noway serait la loi du contrat en l'absence de choix des parties. Dès lors, son licenciement serait irrégulier puisque l'article 15 de la loi de la République de Noway sur la protection contre le licenciement interdirait le licenciement en cas d'infraction de l'employeur à la législation sociale. Le jugement du tribunal puis l'arrêt rendu par la Cour d'appel ont admis l'applicabilité du droit de l'Etat de Noway. Ce que conteste la société Roger Bienvenue et sa filiale flourinienne⁵.
10. La législation « Nowayienne » a été modifiée le 1^{er} juillet 2014 pour devenir probablement la plus exigeante d'Europe⁶. Elle rend obligatoire la directive n°96/71 aux opérations de cabotage et aux transports internationaux à destination ou au départ de Noway (pas aux opérations de simple transit). Elle exige que le conducteur entrant sur le territoire avec un cargaison internationale ayant l'intention de poursuivre pour une opération de cabotage manifeste son intention par l'établissement d'une déclaration en ligne sur un registre tenu par le ministère des transports Nowayen.
11. L'intervention du tribunal suprême de Flourinie a été requise et des perquisitions réalisées dans l'entreprise « RFP » créée par la société nowayenne « Roger Bienvenue ». Il a été établi qu'étaient engagés localement des salariés, ensuite détachés. Par rapport à la législation de Noway, il y a fraude sociale et fiscale. Pourtant « RFP » s'acquittent régulièrement de ses obligations en Flourinie.
12. Le 28 juin 2018 a été adoptée la directive n° 2018/957⁷ pour modifier et moderniser la directive n° 96/71 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services⁸. Les progrès en faveur de la protection des travailleurs mobiles ont été jugés significatifs. Mais le silence demeure sur les camionneurs. La nouvelle législation ne consacre pas le principe du détachement des travailleurs routiers.

⁵ Dans le cas de monsieur Roturiu, une action similaire a été intentée – La procédure est en cours – Le jugement est attendu pour 2020.

⁶ L'article R.1331-1 du code des transports qui exonérait les entreprises étrangères de toute procédure de détachement des salariés dans l'Etat de Noway pendant une durée inférieure à huit jours pour réaliser des opérations de cabotage a été supprimé. La procédure s'applique depuis le 1^{er} juillet 2014 dès le premier jour d'entrée sur le territoire.

⁷ Directive (UE) n° 2018/957 du PE et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, JOUE n° L 173 du 9 juill. .2018, p. 16–24

⁸ JOCE n° L 18 du 21 janvier 1997, p. 1–6

13. La responsabilité du Transporteur Routier « Roger Bienvenue » a été reconnue dans les deux affaires jugées au Pénal pour recours à une entreprise étrangère fondée par un ex-cadre de cette société. La cour d'appel a confirmé les condamnations de l'entreprise Nowayenne par le tribunal correctionnel et aggravé les sanctions. Cette dernière s'est pourvue en cassation. Elle conteste avoir été le donneur d'ordres.
14. Les points d'opposition juridique sont finalement innombrables. Ils ont trait 1) à loi applicable à la relation de travail ; 2) au fait que devrait être mise en cause la société RFP devant les juges flouriniens car seule donneur d'ordre ; 3) à la pertinence du régime de détachement ; 4) au mécanisme de sanctions appliqués par l'Etat où la prestation a eu lieu ; 5) sur la notion de cabotage – Les réquisitions du Ministère public concluent à des infractions quant aux lois sur le détachement, quant à l'irrespect des législations sociales, quant à l'irrespect des conditions d'exercice de la profession par la société « Roger Bienvenue » – Cette dernière conteste en retour le bienfondé des réglementations nationales en tant qu'elles font fi des exigences du droit de l'Union en matière de détachement, ainsi que des règles fondatrices du principe de libre circulation des services
15. La chambre criminelle de la Cour de Cassation de l'Etat de Noway dans l'affaire « Roger Bienvenue » décide le 11 septembre 2018 de surseoir à statuer et de renvoyer à la Cour de justice, en conformité avec l'article 267 TFUE, les questions préjudicielles ci-après numérotées de 3 à 11 – Aff. C-XCIX/18
16. La chambre sociale de la Cour de Cassation de l'Etat de Noway, dans l'affaire relative au licenciement de monsieur M. Volarof, compte tenu de la contestation de sa compétence par les entreprises Roger Bienvenue et RFP et de leur désaccord sur le droit applicable, décide quelques mois auparavant (9 novembre 2017) de surseoir à statuer et de renvoyer à la Cour de Justice en conformité avec l'article 267 TFUE, les questions préjudicielles ci-après numérotées de 1 à 2 – Aff. C-CXXII/17
17. Compte-tenu de la proximité des dossiers, demande a été faite à la CJUE par l'Etat de Noway de répondre aux questions en joignant les deux affaires – La complexité du dossier explique le nombre inhabituellement important de questions

1) Le Règlement (CE) n° 593/2008 sur la loi relative aux obligations contractuelles (Rome I)⁹ s'oppose-t-il à ce que le contrat de travail des camionneurs relève de la loi de l'Etat de Noway ?

2) Dans l'affirmative, le Règlement (UE) n ° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles 1 bis)¹⁰

⁹ JOCE n° L 177 du 4 juillet 2008, p. 6–16

¹⁰ JOUE n° L 351 du 20 décembre 2012, p. 1–32

s'opposerait-il à la compétence du juge de Noway, s'il était établi que le donneur d'ordre était la société « RFP » et tenant compte du fait que le chauffeur salarié M. Volarof est Bordave. Qu'en serait-il pour Monsieur Roturiu non citoyen de l'Union européenne ?

- 3) La directive n° 96/71 s'applique-t-elle aux salariés en situation de transport routier international et le fait que dernier soit exclu du champ de la directive n° 2018/957 signifie-t-il que la directive n° 96/71 ne s'applique pas non plus ?
- 4) Dans l'affirmative quelle définition le droit de l'Union retient-il de la prestation temporaire de service à même de justifier le régime du détachement au sens de la directive n° 96/71?
- 5) Dans l'affirmative encore, juge du pays d'accueil peut-il « écarter » le certificat de détachement au simple motif que celui-ci a été remis frauduleusement ?
- 6) L'article 5 du règlement (CE) n° 1071/2009, qui suppose que les véhicules et leurs chauffeurs relèvent d'un «centre d'exploitation», forme-t-il une exigence proportionnelle aux principes de liberté d'établissement et de libre prestation de service
- 7) L'article 2, point 6, et l'article 8 du règlement n° 1072/2009 s'opposent-ils aux mesures nationales d'application prises par l'Etat de Noway, visant à clarifier l'interprétation de la notion de « transport de cabotage », au sens dudit règlement en limitant les possibilités de cabotage à trois opérations de chargement et de déchargement ?
- 8) Les travailleurs « extra-communautaires » embauchés par « RFP » et payés « aux kilomètres parcourus » ; ce qui les pousse à conduire le plus longtemps possible, relèvent-ils du règlement n° 561/2006 du PE et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route qui interdit, sous peine d'amende, de conduire plus de neuf heures par jour et 56 heures par semaine...
- 9) L'article 31 de la charte des droits fondamentaux de l'Union s'oppose-t-il au fait qu'un chauffeur passe son temps de repos hebdomadaire dans les cabines et l'article 8, paragraphes 6 et 8, du règlement n° 561/2006 doit-il être interprété en ce sens que les temps de repos hebdomadaires normaux visés à l'article 8, paragraphe 6, du même règlement ne peuvent pas être pris à bord du véhicule ?

10) Dans l'affirmative, l'article 8, paragraphes 6 et 8, du règlement n° 561/2006, lu en combinaison avec l'article 19 de ce même règlement, viole-t-il le principe de légalité en matière pénale tel qu'il est énoncé à l'article 49 de la Charte [...] en ce que les dispositions précitées dudit règlement ne prévoient pas expressément l'interdiction de prendre les temps de repos hebdomadaires normaux visés à l'article 8, paragraphe 6, dudit règlement à bord du véhicule ?

11) Le droit de l'Union s'oppose-t-il à une réglementation nationale qui, au lieu ou en sus de l'entreprise de transport qui emploie le conducteur, tient ce dernier pour responsable des infractions au règlement n° 561/2006 que ce conducteur a lui-même commises ?

12) Le droit de l'Union et notamment l'article 56 du traité FUE s'oppose-t-il à l'exigence d'une déclaration d'entrée préalable à l'entrée sur le territoire de Noway ?

Le requérant au principal l'entreprise « Roger Bienvenue », comme le Gouvernement de l'Etat de Noway contestent la recevabilité de certaines questions, l'utilité d'autres et sont en désaccord sur l'ordre de ces dernières, ainsi que sur la jonction des affaires.

Vous déposez devant la Cour vos écritures et plaidez en tant que pouvoirs de la société « Roger Bienvenue »

Vous déposez devant la Cour vos écritures et plaidez en tant que pouvoirs de l'Etat de Noway